

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Faure Essozimna Gnassingbé à "l'école industrielle gabonaise"

AU second jour de sa visite de travail et d'amitié, le président togolais, Faure Essozimna Gnassingbé, s'est rendu, aux côtés de son homologue gabonais, Ali Bongo Ondimba, à Gabon port management (GPM) et Awala palm oil mill (entendez : Usine d'huile de palme d'Awala). Objectif : s'enquérir du savoir-faire local.

Y.F.I
Libreville/Gabon

UNE visite de travail et d'amitié bien remplie. Voilà comment il convient de qualifier le séjour en terre gabonaise du numéro un togolais, Faure Essozimna Gnassingbé. Hier, l'hôte de marque du premier magistrat gabonais, Ali Bongo Ondimba, a poursuivi sa série de visites.

En première heure, le chef d'État togolais et son homologue gabonais ont procédé à l'inauguration de quatre ateliers de maintenance ferroviaire, au port minéralier d'Owendo. Des ateliers conçus pour traiter tous types de pannes dans ce secteur et employant 1 300 Gabonais dont la moitié est de sexe féminin, dans la commune d'Owendo. Outre, les membres des cabinets présidentiels respectifs, le ministre des Eaux, des Forêts, de la Mer de l'Environnement, chargé du Plan climat et du Plan d'affec-



Photo de famille des deux chefs d'Etat et les agents d'une société au port d'Owendo.

tation des terres, Pr. Lee White, faisait partie de ladite délégation. Les services proposés par GPM ont ainsi été présentés aux deux hommes d'État.

Par la suite, les deux présidents ont effectué le déplacement d'Awala Palm oil mill – l'usine d'extraction d'huile de palme, située à quarante-cinq (45) kilomètres de Kango. En arrivant sur les lieux, Ali Bongo Ondimba et son "ami et frère" ont effectué

le tour du propriétaire. De la récolte des régimes à l'extraction de l'huile, toutes les étapes du processus ont été expliquées en détail à la délégation présidentielle.

Ladite usine d'extraction d'huile de palme occupe une superficie de pas moins de 4 hectares. Celle-ci est opérationnelle depuis sa mise en service en 2016. Pour le moment, 140 000 tonnes de régime de noix sont récoltées

dans la palmeraie [Ndlr : grande de 7 000 hectares] attenante à l'usine. L'usine quant à elle extrait 30 000 tonnes d'huile. Ce qui constitue la première transformation, vu que les liquides sont acheminés d'une part sur Lambaréné pour la production des produits dérivés, dont l'huile de cuisine et les savons entre autres,

d'autre part vers le port d'Owendo pour l'exportation.

La palmeraie et l'usine emploient 450 personnes dont 90 % de locaux. Pour rappel, le site abrite 490 logements dans lesquels vivent 1 804 âmes. Hormis les logements des employés, la base vie dispose en son sein d'une infirmerie.

Il faut rappeler que la veille de cette visite, les deux présidents ont coprésidé la mise en service de l'usine Africa View. À noter qu'il s'agit de la première usine de panneaux de particules de bois implantée en Afrique centrale ; sise à la Zone à régime privilégiée de Nkok.

Bon à savoir, le séjour du président togolais au Gabon s'inscrit dans le cadre d'un échange de bons procédés, vu que le chef de l'État gabonais était récemment à Lomé, où il a également visité plusieurs structures et autres infrastructures.

CGE : un délai de 72 heures à l'opposition



Une phase de la rencontre entre le ministre d'État Lambert-Noël Matha et les acteurs politiques de l'opposition.

H. N. M.
Libreville/Gabon

DEUX semaines après avoir invité les partis politiques de l'opposition gabonaise à envoyer les listes pour la commission ad hoc et le collège spécial en vue de l'élection du bureau du Centre gabonais des élections (CGE), le ministre de

l'Intérieur, Lambert-Noël Matha, a reçu ces derniers hier au siège de son département ministériel. N'ayant pas trouvé de consensus depuis le 16 janvier dernier, le membre du gouvernement a renvoyé l'opposition pour une nouvelle concertation de 72 heures. En réponse, ses hôtes ont annoncé qu'ils se retrouveront ce jour pour finaliser les listes.

Tribune des partis politiques

Utopie !

LE moins que l'on puisse dire est que Laurent Angue Mezui, président du Rassemblement pour le Gabon (RPG), s'accroche à son idée de "transition politique". Le week-end écoulé, au siège de sa chapelle, les adhérents voire concepteurs de la Dynamique pour la transition politique et pacifique au Gabon – DTPPG - notamment les leaders de l'ARENA, de l'ACR, de RAPID et du PPU pour ne pas les citer, ont paraphé le code de bonne conduite de leur "idée lumineuse". Dans la même foulée, ils ont procédé au lancement de la pétition nationale relative à la transition souhaitée par eux. Concrètement, en lieu et place des élections générales le "Rpgiste en chef" et ses pairs proposent une transition politique d'une durée de 18 à 24 mois, dont l'épilogue va reposer sur le triptyque Concertation-Transition-Élections. En d'autres termes CTE. Laquelle transition, selon eux, sera dirigée par un président et un Premier ministre. Lesquelles personnalités, selon les "éminences grises" de la DTPPG, ne pourront briguer aucun suffrage des élections générales.

Dans leur vision, cette idée constitue la panacée de la mal, gouvernance et de la crise multiforme

que traverse le Gabon. Convaincue de son ingénieuse trouvaille, la bande à Laurent Angue Mezui, porte-parole de la DTPPG, a même déjà planché sur les missions et le budget dont a besoin l'équipe devant mener à bon port ladite transition politique. Ce concept agité çà et là tient-il compte de la "realpolitik" ? Sur la base de quels critères, le duo pilotant la transition, si d'aventure elle venait à se concrétiser, sera choisi ? Outre la belle rhétorique et l'argumentaire plausible, ces leaders pensent-ils vraiment que les populations et le pouvoir en particulier adhéreront à pareille initiative ? Point besoin d'être devin pour comprendre que ce projet fera long feu. Pour s'en convaincre, il suffit d'effectuer le constat du désaccord de l'opposition sur le renouvellement du bureau du Centre gabonais des élections (CGE). Les uns voulant se plier à la demande du ministre de l'Intérieur, les autres préférant poser le problème à la future concertation politique. Pas évident donc que l'idée de la fameuse transition fasse l'unanimité au sein de ce camp.

Yannick Franz IGOHO